

Bern, le 13 mai 1981

27 mai 1981

Rapport au Conseil fédéral

AELE, Conférence ministérielle, 15 mai 1981, Genève; rapport

Département de l'économie publique. Proposition du 19 mai 1981
 (annexe)

Conformément à la proposition, le Conseil fédéral

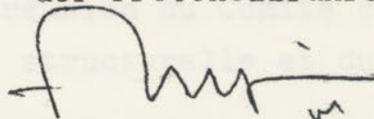
d é c i d e :

Il est pris acte du rapport.

Extrait du procès-verbal:

- EVD 10 (GS 5, BAWI 5) pour exécution
- EDA 6 pour connaissance
- EFD 7 " "
- EFK 2 " "
- FinDel 2 " "

Für getreuen Auszug,
 der Protokollführer:


La situation économique générale

Dans son introduction, le Conseiller fédéral Honnegger brosse un tableau général de la situation économique (voir annexe), caractérisée pour 1981 par une quasi-stagnation de l'activité économique de la zone CEE, une augmentation sensible du chômage et une persistance de niveaux d'inflation élevés. Étant donné la dépendance des pays de l'AELE de la conjoncture économique internationale, ils subissent les répercussions de ces développements défavorables. Par ailleurs, on constate une accélération de l'inflation dans ces mêmes pays. Pour 1982, les perspectives paraissent un peu meilleures mais restent globalement peu optimistes au niveau de





2520.1

EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

Distribué

Berne, le 19 mai 1981

Ne va pas à la presse

Rapport au Conseil fédéral

AELE - Conférence ministérielle,
 15 mai 1981, Genève

Les Conseils de l'AELE siégèrent à Genève au niveau ministériel le 15 mai 1981 sous la présidence du Conseiller fédéral Honegger. Cette réunion permit de faire le point de la situation économique qui, en ce qui concerne les pays de l'AELE, semble devoir évoluer de manière relativement satisfaisante à moyen terme, de passer en revue l'état des relations commerciales tant au niveau mondial qu'européen, et d'examiner certaines questions relatives aux travaux en cours dans l'Association. En outre, les Ministres élirent un nouveau Secrétaire général ainsi que son futur adjoint. La veille, ils avaient pris part à une réunion du Comité consultatif qui avait débattu de l'adaptation structurelle et du futur rôle de l'AELE.

La situation économique générale

Dans son introduction, le Conseiller fédéral Honegger brossa un tableau général de la situation économique (voir annexe), caractérisée pour 1981 par une quasi-stagnation de l'activité économique de la zone OCDE, une augmentation sensible du chômage et une persistance de niveaux d'inflation élevés. Etant donné la dépendance des pays de l'AELE de la conjoncture économique internationale, ils subissent les retombées de ces développements défavorables. Par ailleurs, on constate une accélération de l'inflation dans ces mêmes pays. Certes, pour 1982, les perspectives paraissent un peu meilleures mais vraisemblablement seulement au niveau de

la croissance. Dans ce contexte international, les pays de l'AELE doivent s'attacher à poursuivre leurs efforts de stabilisation économique, harmoniser le recours aux différents instruments de politique économique et défendre, étendre et perfectionner le système actuel d'échanges ouverts.

Les interventions des différents Ministres furent toutes dans cette ligne. Nombreux furent ceux qui reconnurent que la situation actuelle, bien que préoccupante, devrait s'améliorer à moyen terme. Contrairement à ce que l'on aurait pu penser, les représentants des pays nordiques attachèrent peu d'importance, ou passèrent même sous silence les problèmes de l'emploi qui avaient fait l'objet de discussions plus animées la veille au Comité consultatif (voir plus bas).

Relations économiques extérieures

Sous ce point de l'ordre du jour, la discussion fut centrée sur trois grands thèmes, les relations avec les CE, le dialogue Nord-Sud et le développement de certaines pratiques commerciales protectionnistes au niveau mondial (voir déclaration suisse en annexe).

En ce qui concerne les CE, la plupart des Ministres insistèrent sur l'importance de contacts accrus avec elles. Nombre de nos partenaires recherchent des contacts au plus haut niveau possible et les représentants de la Norvège et de la Suède décrivent le rôle que devraient jouer à leurs yeux les futures réunions annuelles au niveau ministériel entre ces deux pays et la Commission des CE. C'est ainsi que la prochaine rencontre entre cette dernière et la Norvège devrait permettre de traiter de sujets aussi vastes et politiques que le Sommet d'Ottawa, le dialogue Nord-Sud, la politique énergétique et de passer en revue toutes les relations entre ce pays et les CE. Quant à la Suisse, elle rappela sa démarche consistant à dialoguer deux fois par an au niveau du Comité mixte tout en prévoyant la possibilité de rencontres à un niveau plus élevé chaque fois que ce pourrait être nécessaire. Sur un plan plus technique, les Ministres reconnurent le besoin de maintenir la pression sur les CE en vue d'aboutir à une amélioration du système de règles d'origine et considérèrent généralement favorablement la poursuite du dialogue au sujet des barrières techniques

aux échanges. Les délégations suisse et suédoise se montrèrent plus prudentes que celles des autres pays sur ce point.

En ce qui concerne l'adhésion du Portugal aux Communautés, cette réunion permit au Ministre portugais responsable de faire un exposé circonstancié sur l'état d'avancement des négociations. Il expliqua que des progrès substantiels avaient déjà été réalisés mais que des obstacles subsistaient, surtout en matières agricole et budgétaire. Il émit cependant l'espoir que le traité d'adhésion puisse être signé en 1982 et entrer en vigueur en 1984. Il s'engagea à continuer de donner des informations complètes à ses partenaires de l'AELE sur cette négociation et à ne pas aborder avec les CE des questions relatives aux relations avec les pays de l'AELE avant d'en avoir discuté avec eux. Il ajouta que son gouvernement voulait parvenir au maintien du libre-échange pour les biens couverts par les accords de libre-échange tandis que pour ceux qui ne tombent pas dans cette catégorie, mais qui bénéficiaient de ce régime au sein de l'AELE, il faudrait procéder à une réintroduction graduelle des droits. Il souligna qu'il souhaitait qu'une solution spéciale puisse être trouvée pour les marchandises dont l'exportation présente un intérêt particulier pour le Portugal.

La thèse d'une préparation commune des négociations au sujet de l'adhésion du Portugal et de l'Espagne fut défendue par plusieurs autres délégations, notamment celle de la Suisse; cette dernière plaida pour le maintien intégral du libre-échange réalisé en matière industrielle et pour le maintien de la dynamique du démantèlement tarifaire entre le Portugal et les pays de l'AELE, les deux comme fixés dans la Convention de Stockholm.

Le dialogue Nord-Sud retint également l'attention des Ministres qui, tout en reconnaissant que peu de progrès avaient été enregistrés récemment dans ce domaine, tombèrent d'accord pour admettre que cette question restait d'un intérêt primordial dans le cadre des relations internationales. Dans le domaine commercial, le danger d'un recours accru à des mesures protectionnistes et au bilatéralisme fut largement mis en évidence par la Suisse. A cet égard, les Ministres tinrent à souligner très clairement dans leur communiqué l'importance d'éviter le recours à des solutions sectorielles

et de faire plein usage du cadre multilatéral existant afin de maintenir et d'améliorer la liberté des échanges. Ils insistèrent aussi très fermement dans ce contexte sur la nécessité de trouver un accord au sein de l'OCDE sur les crédits à l'exportation (voir annexe).

Les activités de l'Association

Les Ministres passèrent ces activités en revue sur la base d'un rapport du Secrétaire général. La délégation suisse fit trois déclarations. La première concerne la libéralisation des échanges de poissons et autres produits de la mer, au sujet de laquelle les Ministres ne purent que constater l'échec des travaux entrepris récemment à l'initiative de l'Islande. Aussi la Suisse proposa-t-elle à cette dernière de tenter de trouver en ce qui concerne nos deux pays une solution bilatérale conformément aux possibilités offertes par la Convention. Le chef de la délégation de l'Islande remercia la Suisse de son offre. Au sujet des aides gouvernementales, la Suisse demanda que l'on procède à un examen annuel des notifications faites. Enfin, la Suisse fit part à ses partenaires de ses préoccupations au sujet des accords d'autolimitation d'exportations de textiles conclus par la plupart des pays de l'AELE avec le Portugal.

Election du Secrétaire général et de son suppléant

Les Ministres choisirent M. Per Kleppe (Norvège) pour succéder à l'Ambassadeur Charles Müller (Suisse) qui quittera Genève le 30 septembre 1981. M. Per Kleppe ne pouvant entrer en fonctions que le 1er décembre 1981, l'intérim sera assuré par le Secrétaire général adjoint actuel, M. M. Vahlquist (Suède), dont le mandat a été prolongé jusqu'au 31 mars 1982. Les Ministres décidèrent en outre de confier le poste de Secrétaire général adjoint à M. Norbert Faustenhammer (Autriche) à partir du 1er avril 1982.

Rencontre avec la Confédération européenne des syndicats

Le Conseiller fédéral Honegger fit un bref rapport sur l'audience qu'il avait accordée en tant que Président des Conseils de l'AELE, le 13 mai, à leur demande, à des représentants de la Confédération

européenne des syndicats (ETUC), durant laquelle ces derniers avaient présenté leurs vues sur la situation économique actuelle et les politiques propres à répondre aux difficultés de l'heure.

* * *

44e Réunion du Comité consultatif (2e partie)

La veille de la réunion des Conseils au niveau ministériel, le Conseiller fédéral Honegger avait présidé la seconde partie de la 44e réunion du Comité consultatif (organe réunissant des personnalités de la vie économique des pays membres), à laquelle ses collègues prirent également part. Deux thèmes figuraient à l'ordre du jour, l'adaptation structurelle sous tous ses aspects et le futur rôle de l'AELE. En ce qui concerne la première, la discussion permit de mettre en évidence qu'elle était indispensable, que l'Etat devait créer un cadre favorable à son développement, mais que le mécanisme du marché demeurait le facteur déterminant pour guider cette adaptation. La nécessité d'un consensus social à son sujet fut généralement admise. Les accents furent parfois placés différemment selon les orateurs. Ainsi les représentants des syndicats et certains Ministres nordiques ne manquèrent pas de souligner l'importance primordiale qu'ils attachent au maintien de l'emploi. Dans sa déclaration (voir annexe), le Conseiller fédéral Honegger rappela les principes qui guident la politique suisse en la matière, tant au plan national qu'international, le rôle moteur du marché, la nécessité de limiter l'intervention étatique et celle de pratiquer cette adaptation dans le cadre du système libéral d'échanges du GATT.

La discussion sur le futur rôle de l'AELE permit de procéder à un échange de vues généralement concordantes, qui mettaient en évidence l'utilité de l'instrument que représente l'organisation pour ses membres. Dans sa déclaration (voir annexe), le Conseiller fédéral Honegger exposa les raisons pour lesquelles la Suisse ne saurait envisager d'en transformer la nature; il suggéra par contre de mieux utiliser les possibilités qu'offre l'Association de discuter en commun de questions touchant à des sujets qui ne sont pas nécessairement en liaison directe avec la Convention.

ZWEITER TEIL DER 44. SITZUNG

En conclusion de ce débat, il ressortit clairement que, comme cela avait été exprimé nettement dans la Déclaration de Vienne de 1977, il fallait utiliser l'AELE comme forum de consultations sur les questions économiques et que dans ce domaine les possibilités étaient loin d'être épuisées et des progrès encore possibles.

DEPARTEMENT FEDERAL DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

Erklärung von Herrn Bundesrat *[Name]*

Das Thema Strukturanpassung, welches wir heute diskutieren, ist von grosser Aktualität. Von der Wahl, welche die Regierungen auf diesem Gebiet treffen, wird weitgehend die mittelfristige Wirtschaftslage abhängen. Was mein eigener Beitrag zur Aussprache

Annexes mentionnées

(en langue originale)

zu Fragenkreis anbelangt, möchte ich mich darauf zu Grundeätze in Erinnerung zu rufen, die für den Schweizerischen Bundesrat von Bedeutung sind.

Die schweizerische Wirtschaftsordnung beruht auf der Handels- und Gewerbefreiheit. Diese ist als Grundsatz in unserer Verfassung verankert und prägt das Verhältnis des Staates zur Wirtschaft.

Aus dem Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit folgt logischerweise die Anerkennung der Entscheidungsfreiheit des Unternehmers, sowie dessen Eigenverantwortlichkeit. Der Unternehmer muss den Konsumentwünschen Rechnung tragen und sich ständig den wettbewerbsbedingten Anforderungen des Marktes anpassen. Der schweizerische Binnenmarkt ist nur geringfügig von Eingriffen des Staates gekennzeichnet, und in den Aussensektoren ist die Konkurrenz oft sehr stark. Bei uns beschränkt sich die Rolle des Staates auf die

ZWEITER TEIL DER 44. SITZUNG
DES EFTA-KONSULTATIVAUSSCHUSSES
vom 14. Mai 1981 in Genf

Punkt 2 der Tagesordnung: "Structural adaptation in industry
in all its aspects"

Erklärung von Herrn Bundesrat Honegger

Das Thema Strukturanpassung, welches wir heute diskutieren, ist von grosser Aktualität. Von der Wahl, welche die Regierungen auf diesem Gebiet treffen, wird weitgehend die mittelfristige Wirtschaftslage abhängen. Was mein eigener Beitrag zur Aussprache über diesen weiten Fragenkreis anbelangt, möchte ich mich darauf beschränken, einige Grundsätze in Erinnerung zu rufen, die für den Schweizerischen Bundesrat von Bedeutung sind.

Die schweizerische Wirtschaftsordnung beruht auf der Handels- und Gewerbefreiheit. Diese ist als Grundsatz in unserer Verfassung verankert und prägt das Verhältnis des Staates zur Wirtschaft.

Aus dem Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit folgt logischerweise die Anerkennung der Entscheidungsfreiheit des Unternehmers sowie dessen Eigenverantwortlichkeit. Der Unternehmer muss den Konsumentenwünschen Rechnung tragen und sich ständig den wettbewerbsbedingten Veränderungen des Marktes anpassen. Der schweizerische Binnenmarkt ist nur geringfügig von Eingriffen des Staates gekennzeichnet, und in den Aussenmärkten ist die Konkurrenz oft sehr stark. Bei uns beschränkt sich die Rolle des Staates auf die

Schaffung von günstigen Rahmenbedingungen, welche das reibungslose Funktionieren der Marktmechanismen gewährleisten. Dabei hat der Staat darüber zu wachen, dass der Markt gewisse Grundsätze beachtet, die ihrerseits für die Erhaltung harmonischer Beziehungen innerhalb der ganzen Gesellschaft unerlässlich sind.

Wir sind uns natürlich der Härte bestimmter Veränderungen in der weltweiten Handelsstruktur bewusst. Solche Veränderungen können ganze Branchen in eine gefährliche Lage versetzen und sie in ihrer Wettbewerbsfähigkeit beeinträchtigen, so dass sie mittelfristig nicht mehr marktgerecht zu reagieren vermögen. Gegebenenfalls mag der Staat zur Lösung von Schwierigkeiten in solchen Fällen beitragen. Die staatliche Beihilfe darf aber nicht einen Umfang annehmen, der sie zu einer Ermunterung werden lässt, auf dem bisher eingeschlagenen Weg fortzufahren und an den Markterfordernissen vorbeizuproduzieren. Auf keinen Fall soll der Staat dazu dienen, die betroffene Industrie ganz oder teilweise auf künstliche Weise am Leben zu erhalten. Er muss vielmehr eine möglichst schnelle Anpassung der Strukturen erleichtern, um innert kürzester Zeit eine Rückkehr zu Normalverhältnissen zu ermöglichen. Zur Erreichung dieses Ziels ist es zudem unabdingbar, dass der Unternehmer seine Entscheidungsfreiheit behält und sich zur Anpassung angespornt fühlt.

Mit Blick auf die internationalen Rahmenbedingungen teile ich die Ansicht der Rapporteurs, wonach die Strukturanpassungspolitik in den Zusammenhang des liberalen Welthandelssystems des GATT zu stellen ist. Auch teile ich die in ihrem Bericht enthaltene Idee,

wonach die Handelsbeziehungen mit den Schwellenländern in beidseitigem Interesse zu verstärken sind.

In der Tat ist der Protektionismus in all seinen Formen, auf weltweiter wie auf regionaler Ebene, eine beträchtliche Gefahr, die uns allen grossen Schaden zufügen kann. Die Verwirklichung der strukturellen Anpassung, welche unvermeidbar ist, wird mit jeder Verzögerung schwieriger. In der Zwischenzeit wird mit der Behinderung der Strukturanpassung durch den Protektionismus ferner der Weltwirtschaft als ganzer bedeutender Schaden zugefügt.

Der uns vorgelegte Bericht zeigt diese Gefahren eindeutig auf. Er verweist zudem auf die Grundsätze, welche das Verhalten des Staates leiten sollen: nämlich die führende Rolle des Marktes, die Notwendigkeit eines genügenden Gewinns zur Finanzierung der Investitionen, der Verzicht auf produktivitätshemmende Staatsinterventionen, die Notwendigkeit einer sich ständig anpassenden Berufsschulung und schliesslich das Erfordernis eines breit abgestützten Konsensus zu Gunsten der Strukturanpassung. Es versteht sich in diesem Zusammenhang von selbst, dass jeder Staat in der Anwendung dieser Grundsätze seine Eigenheiten berücksichtigen wird, gleichzeitig aber auch im Einklang mit seinen internationalen Verpflichtungen handeln muss.

Die Anwendung solcher Grundsätze bildet die unerlässliche Voraussetzung, um der Wirtschaft die notwendige neue Dynamik zu geben, mit der sie den gegenwärtigen und zukünftigen Herausforderungen gerecht werden kann.

ZWEITER TEIL DER 44. SITZUNG DES
EFTA-KONSULTATIVAUSSCHUSSES
vom 14. Mai 1981 in Genf

Punkt 3 der Tagesordnung: "Future role of EFTA"

Erklärung von Herrn Bundesrat Honegger

Wenn ich aus der Sicht der Schweiz unsere Vorstellungen über die Zukunft der Freihandelsassoziation in die Diskussion einbringe, so möchte ich bewusst zunächst unsere ursprünglichen Beweggründe sowie das Erreichte in Erinnerung rufen.

Die EFTA wurde zu Beginn des Jahres 1960 von westeuropäischen Staaten gegründet, die sich aus politischen oder wirtschaftlichen Erwägungen nicht bereitfanden, Mitglied der Europäischen Gemeinschaft zu werden. Sie hatten jedoch die Absicht, den industriellen Warenverkehr untereinander zu liberalisieren und damit zur Schaffung eines grossen westeuropäischen Marktes unter Einbezug der EG beizutragen. Dieses Ziel wurde in der Ihnen bekannten Form erreicht. Konnte man sich zu Beginn noch die Frage stellen, ob die EFTA ein dauerhaftes Gebilde sein werde, so hat sich die Assoziation seither als eine der tragenden Säulen erwiesen, auf welchen das Europäische Freihandelssystem ruht.

Aus diesen Gegebenheiten und der Würdigung der gegenwärtigen Problemlage ist die Sicht meiner Regierung zur künftigen Rolle der Freihandelsassoziation darzustellen. Hiezu ist zunächst zu sagen, dass wir keinen Grund sehen, die institutionelle Konzeption und

damit die wesentliche und erfolgreiche Rolle zu ändern, welche die EFTA bis heute gespielt hat. Wenn die Schweiz der Gemeinschaft nicht beigetreten ist, welche unsere wichtigsten Handelspartner umfasst, so geschah dies aus der Erkenntnis, dass die Durchführung gemeinsamer Politiken mit zwei Komponenten unseres Staatsverständnisses unvereinbar wäre; diese Komponenten sind:

1. die Souveränität (die mitunter in der freien Gestaltung unserer Aussenwirtschaftspolitik, im Föderalismus und in der direkten Demokratie, in der Autonomie unserer Wirtschafts-, Landwirtschafts- und Sozialpolitik sowie der internen Gesetzgebung zum Ausdruck kommt) und
2. die immerwährende Neutralität unseres Landes.

Diese Gründe des Nicht-Beitritts zur Gemeinschaft sind weiterhin gültig und bestimmen damit auch unsere Haltung gegenüber der Europäischen Freihandelsassoziation. Aus dem Gesagten folgt, dass wir nicht Vorhaben zustimmen können, welche die Freihandelsassoziation mit gemeinsamen Politiken ergänzen würden, um deren Vermeidung willen wir der Gemeinschaft ferngeblieben sind.

Dies festgestellt, wird - im Rahmen dieser Grundkonzeption - die künftige Rolle der EFTA, wie in der Vergangenheit, von den Hauptaufgaben abhängen, die ihr zugewiesen sind. Es sind dies meines Erachtens deren drei:

Zur Erfüllung dieser drei Aufgaben verfügt die Freihandelsassoziation. Die erste ergibt sich aus der Stockholmer Konvention selber und betrifft die Verwaltung des unter uns vereinbarten Freihandels.

Es gilt, ohne Nachlassen das Erreichte zu verbessern und gegen jedes Hindernis des freien Warenverkehrs anzukämpfen. Diese Hindernisse sind bei weitem noch nicht alle abgeschafft.

Die zweite Aufgabe hängt mit unserer Zugehörigkeit zum Europäischen Freihandelssystem zusammen. Auch hier steht das Werk nicht vor der Vollendung. Vielmehr geht es darum, es zu konsolidieren, zu vertiefen und abzurunden, wozu der Beitrag der EFTA-Partner von Bedeutung ist. Es bedingt dies eine ständige Konzertierung unter unsern Ländern, und zwar in einer Weise, welche unter Wahrung der völkerrechtlichen Verpflichtungen den besonderen Eigenheiten jedes Mitgliedlandes nach Möglichkeit entgegenkommt: Für die gegenseitige Information und die anschliessende Konzertierung bildet die EFTA das geeignete Forum.

Die dritte Aufgabe schliesslich ergibt sich aus dem weltweiten Zusammenhang. In einer von wirtschaftlichen Schwierigkeiten gekennzeichneten Zeit ist es für kleine und mittlere Industrienationen von grosser Bedeutung, ihre Stimme in internationalen Gremien in liberalem Sinne vernehmen zu lassen. Wir müssen insbesondere verhindern, dass die wachsenden wirtschaftlichen Schwierigkeiten die Stärksten veranlassen, Lösungen unter sich zu suchen, welche die andern Mitglieder der Welthandelsgemeinschaft in ihren Interessen beeinträchtigen. Wir müssen auch mit Nachdruck unsere freihandelspolitischen Vorstellungen konsequent vertreten.

Zur Erfüllung dieser drei Aufgaben verfügt die Freihandelsassoziation über geeignete Instrumente, wenngleich sie sich ihrer nicht

stets optimal bedient hat. So sollte der EFTA-Rat zum Beispiel nicht bloss ein Ort der gegenseitigen Registrierung von Erklärungen sein, sondern eine Stätte der Begegnung, in der wir in aller Offenheit jene Probleme diskutieren, welche sich unserer Assoziation stellen. Es gilt zudem, den Informationsaustausch und die Konsultationen unter den Ständigen Vertretern unserer Länder in Genf auszubauen. Auch sollten wir die bestehenden Ausschüsse besser ausnützen, insbesondere auch den Wirtschaftsausschuss. Greifen wir auch nötigenfalls auf die Dienste unseres Ausschusses für Wirtschaftsentwicklung zurück, wenn wir Regionalprobleme zu vertiefen wünschen. Wenden wir die Entscheidung der Minister vom vergangenen November an, uns vor den Verhandlungen oder Sitzungen in internationalen Wirtschaftsgremien zu konzertieren. Rufen wir, falls notwendig, unsere hohen Beamten zusammen und führen wir schliesslich auch den Dialog auf der Ebene der Minister weiter.

Diese Aufzählung zeigt, wie ich hoffe, zur Genüge, dass der pragmatische institutionelle Rahmen, wie er im Verlaufe der vergangenen Jahre geschaffen worden ist, sich zur Erfüllung der uns gemeinsam gestellten Aufgaben eignet. Er sollte uns auch erlauben, die von den Gründern der Assoziation aufgestellten Prinzipien zu befolgen. Damit wird die EFTA auch in den kommenden Jahren eine grundlegende Rolle für ihre Mitgliedländer einnehmen.

Jahr festzuhalten. Er widerspiegelt die Entwicklung bei unseren wichtigsten Handelspartnern. Einmal mehr findet die weitgehende Abhängigkeit der EFTA-Länder von der internationalen Wirtschaftsentwicklung ihren Niederschlag. Den zweiten wesentlichen Punkt bildet die Teuerung in den EFTA-Staaten. Dies ist

EFTA-Ministerkonferenz
vom 15. Mai 1981 in Genf

**

Punkt 2 der Tagesordnung: General economic questions

Schweizerische Erklärung

von Herrn Bundesrat Honegger

Anlässlich unseres letzten Treffens im November haben wir eine gewisse Besorgnis über die konjunkturellen Aussichten geäußert. Die damaligen Befürchtungen erweisen sich leider - sechs Monate später - als begründet. Die gegenwärtige Wirtschaftslage wie die kurzfristigen Aussichten gestalten sich für die meisten Industriestaaten wenig erfreulich. Im OECD-Raum ist für 1981 mit einer weitgehenden Stagnation des Wirtschaftswachstums, einer empfindlichen Zunahme der Arbeitslosigkeit und einer Fortdauer der hohen Inflationsraten zu rechnen. Was die EFTA-Länder betrifft, so scheinen mir zwei Entwicklungen besonders erwähnenswert, weil sie wesentliche Veränderungen gegenüber dem Vorjahr anzeigen. Zum ersten ist der markante Rückgang der Wachstumsraten auch unserer Volkswirtschaften im laufenden Jahr festzuhalten. Er widerspiegelt die Entwicklung bei unseren wichtigsten Handelspartnern. Einmal mehr findet die weitgehende Abhängigkeit der EFTA-Länder von der internationalen Wirtschaftsentwicklung ihren Niederschlag. Den zweiten wesentlichen Punkt bildet die Teuerung in den EFTA-Staaten. Dies ist

- 2 -

umso beunruhigender, als die Preisentwicklung in unseren Ländern entgegengesetzt jener der meisten anderen Industriestaaten verläuft: Die mittlere Inflationsrate der EFTA-Staaten übersteigt denn auch heute jene des gesamten OECD-Raumes. Selbst die Schweiz, die sich bisher als eine Art Insel der Preisstabilität behaupten konnte, ist wieder vermehrt in den Teuerungssog geraten.

Wenn auch die Aussichten für das Jahr 1982 insgesamt etwas besser erscheinen, so beschränken sich die positiven Aspekte im wesentlichen auf das Wachstum. Rasche Fortschritte in der Verminderung der Inflation sind dagegen kaum zu erwarten. Trotz gewisser Fortschritte hinsichtlich einer sparsameren Verwendung des Erdöls bleiben die Aussichten im Hinblick auf einen Abbau der Ungleichgewichte in den Leistungsbilanzen zwischen erdölausführenden- und einführenden Staaten ungewiss.

Wenn wir uns vor dem Hintergrund der heutigen wirtschaftlichen Lage und der Aussichten für die nächste Zukunft fragen, welche Handlungsmöglichkeiten unseren Regierungen offenbleiben, so möchte ich drei Stossrichtungen unterscheiden:

1. erscheint es mir von entscheidender Bedeutung, dass wir in unseren Bemühungen um wirtschaftliche Stabilität konsequent fortfahren. Für einige der EFTA-Länder ist das eine Forderung,

- 3 -

die sich allein schon aus der Zahlungsbilanzsituation ergibt.

2. wäre es wichtig, den Einsatz der verschiedenen wirtschaftspolitischen Instrumente wenn möglich aufeinander abzustimmen, damit sie sich weitgehend ergänzen und sich in ihren Wirkungen gegenseitig verstärken.

Die dritte Stossrichtung sollte im weiteren Ausbau des Systems des liberalen Handels liegen. Die gegenseitige wirtschaftliche Abhängigkeit, die ja nicht nur die Industrieländer untereinander, sondern auch Industrie- und Entwicklungsländer miteinander verbindet, wird in Zukunft noch zunehmen. Es wäre trügerisch zu glauben, dass unsere Probleme mit protektionistischen Massnahmen gelöst werden könnten. Protektionismus stellt heute eine der ernstesten Bedrohungen dar, und zwar nicht nur im Kampf gegen Inflation, sondern auch für die mittelfristigen Wachstums- und Beschäftigungsaussichten.

Die EFTA-Staaten haben in diesem Zusammenhang eine grosse Verantwortung zu tragen. Die Ziele, auf die wir uns mit der Unterzeichnung der Konvention von Stockholm verpflichtet haben, verlangen von uns ein entschlossenes Handeln, sowohl im Bereich unserer eigenen Handelspolitik als auch hinsichtlich unserer Haltung in den internationalen wirtschaftlichen Organisationen.

EFTA Ministerial Meeting
Geneva, 15th May 1981

Berne, 12th May 1981

Statement by the Swiss Delegation

Point 5 de l'ordre du jour: External economic relations

(presented by Ambassador Sommaruga)

During the last months, the world economic relations have gradually become more tense, especially between the three main trading partners in the industrialized world, US, EC and Japan. For our part, we follow this evolution with concern as some of the remedies suggested to overcome specific difficulties aim at bringing the trade flows under control trilaterally, bilaterally or sector by sector. Such an approach represents a serious setback with respect to the present international legal framework in the field of trade. Those which would suffer most from it would be countries like ours, whose economic activity depends for a large part on the existence of a multilateral open trading system. Therefore we must concentrate our efforts on defending the rules of international institutions such as the GATT, which guarantee on a reciprocal and equal basis the participation of all their members in decisions affecting international trade. The next Ministerial meeting of OECD should give us an opportunity to act in this direction, and indicate clearly, on the eve of the Ottawa Summit, the straightforward position of the EFTA countries in this respect. As far as GATT is concerned, we should pursue the efforts to come to agreements on the delicate and urgent questions of safeguards and of the prolongation of the MFA. But we should also strive at completing the correct implementation of the new instruments set up by the Tokio Round, the codes, in order to achieve further progress towards liberalization of world trade. Failing to reach these objectives would only give more arguments to those who consider the instruments of GATT no longer adequate to cope with the present difficulties.

- 2 -

All this should not, however, induce us to forget that any satisfactory solution to our own problems can only be found if it does also aim at improving the critical situation to which developing countries are confronted. We should in particular remain aware that only broad multilateral action can allow us to tackle efficiently and worldwide the most important problems such as for instance recycling. This is why, even if she is not a member of the Bretton Woods Institutions, Switzerland did choose to participate in the ad hoc action of the IMF.

This being said, I want to recall that more than 60% of Switzerland's external trade takes place inside the European free trade system. This system has by now been functioning satisfactorily for eight years but can still be improved in several respects. In order to deepen their relations with the European Communities some EFTA countries have agreed with the EC Commission to have annual high level meetings. We have understood the reasons motivating this specific approach.

For our part we wish to keep the present status of twice annual meetings of the Joint Committee it being understood that specific questions of mutual interest can always be discussed at high level whenever the need should arise, as it has frequently be the case up to now. We assume that we will continue to keep each other informed through EFTA channels about our contacts with the Commission of the European Community.

Institutional arrangements even of an informal nature are certainly useful but the substance of our relations lies in the trade itself, and in this respect I must say that there is still much work ahead of us. First of all I think that we cannot consider the degree of free trade already reached as optimum. For instance, inspite of our common tenacious efforts, few progress has up to now been made in the field of the rules

- 3 -

of origin. I am confident that we shall eventually overcome the oppositions and reach a solution which will substantially improve the functioning of the system and take into account the legitimate wishes of our business circles, particularly of small and medium sized firms.

There are other obstacles on our road, amongst which I would mention the various non-tariff, technical and administrative barriers. Switzerland attaches great importance to any work in this field. But we must not forget that this problem is of a global nature, and that such measures which can severely hamper trade, arise not only in our relations with the EC. Therefore one should strive at finding solutions in the largest possible framework. It is a long fight which has to be fought at several levels, including last but not least EFTA itself; it must therefore be carefully prepared, methodical and sustained.

Other practices can also have a strong negative impact on trade inside our system. That is why the application of the competition principles laid down in the Free Trade Agreements, and in our Stockholm Convention, has to be watched carefully. I especially refer here to the question of government aids. These aids are not a bad tool "en soi", but have to be used with the utmost prudence and in such a way as to avoid distorsion of competition between the Free Trade partners. Due to the magnitude of some of the aids given, I think that we must remain particularly vigilant on their use also within our Association.

Switzerland considers that the consolidation of the results already achieved inside the European free trade system is a challenging task. Nevertheless, we cannot forget that the result of the negotiations of 1972 reflects the balance of concessions which could be reached at that time and that some loop-holes should be eliminated from our agreements, if we

EUROPEAN FREE TRADE ASSOCIATION

want free trade and international division of labour to bare all their fruits. As you know, we, on the Swiss side, consider that there is a need to introduce in our agreements with the Communities a clause on prohibition of export restrictions for free trade goods, and we have had preliminary talks with the Commission on this subject. We hope to be able to make progress in that respect and will certainly keep you informed about the evolution of this issue, which must be of interest to all EFTA countries, as we have such a provision in the Stockholm Convention.

The birth of a Community of Ten is a welcome event and we are confident that, once the running in period is over, our additional protocols concerning Greece will function smoothly.

We follow also with attention the negotiations on accession of Spain to the EC; I am convinced that the instrument binding us to this country, the EFTA-Spain Agreement, has created on our side appropriate conditions for a smooth incorporation, when the time will be ripe, of Spain into the free trade system. As far as the accession of our friends from Portugal is concerned, I want to underline that, as this country belongs since the beginning to the system, the transitional period shall not be a serious problem. I think that there is a broad consensus that our common goal is to maintain the degree of free trade already achieved and the dynamism of tariff dismantlement by Portugal as set up by the Stockholm Convention. But indeed we have to prepare jointly and without delay for the negotiations that we will all have to carry out with the Community in respect to Spain and Portugal.

To sum up, I consider that more than ever EFTA countries must be true to their objectives of freedom of trade, even in the present difficult circumstances, at world level, at European level and at the level of the Association itself! Let us act accordingly.

Bulletin de presse de l'AELE paraissant plusieurs fois par an



EUROPEAN FREE TRADE ASSOCIATION ASSOCIATION EUROPÉENNE DE LIBRE-ÉCHANGE

9-11 RUE DE VAREMBE - 1211 GENEVA 20 - SWITZERLAND - TELEPHONE 34 90 00

15th May 1981

N°
4/81/F

MINISTERIAL MEETING OF THE EFTA COUNCILS

Geneva: 15th May 1981

Communiqué

EFTA governments are determined to resist protectionist pressures and contribute to the strengthening of the free trade system in Western Europe and an open world trading system. This was reaffirmed at the ministerial meeting of the EFTA Councils, held in Geneva under the chairmanship of Federal Councillor Fritz Honegger, Head of the Federal Department of Public Economy of Switzerland.

After discussing the increasing economic difficulties engendered by the current recession, Ministers urged all governments to ensure that the liberalisation of trade achieved in past years is maintained and not jeopardised by their responses to these difficulties. It is essential that the OECD Trade Declaration be adhered to strictly and that the results of the Multilateral Trade Negotiations be implemented fully. Ministers also stressed the urgency of agreement on a revised OECD consensus on export credits. Underlining the importance for all trading partners to avoid sectoral approaches but make full use of the existing multilateral framework, Ministers stressed the need to maintain momentum in further improving the open trading system.

So far economic activity and employment in the EFTA area in general have developed less unfavourably than in many other industrialised countries. However, the expected decline in gross national product in the main client countries for EFTA

-2-

exports, combined with continued inflationary pressures and budget and current account deficits in their own countries, gives rise to serious concern as to the levels of economic activity in the EFTA countries in the year ahead.

Stressing the importance of continued efforts to curb inflation, Ministers underlined the need for measures to encourage productive investment and to strive towards non-inflationary growth in the medium term. EFTA Ministers also called for greater efforts on the international level to avoid excessive and volatile interest rates.

The high and rising international level of unemployment was considered by Ministers to be a grave economic and social problem. Ministers stressed the need for policies to restore economic growth and high levels of employment as well as for reducing inflation. A key element in such a strategy must be policies to further the structural adaptation. This had been also clearly expressed when the EFTA Consultative Committee, meeting in the presence of Ministers immediately prior to the meeting of the EFTA Councils, discussed structural adaptation in industry in all its aspects as well as the future role of EFTA.

Ministers stressed the importance of still further developing economic and commercial cooperation with the European Community. As an essential contribution to the further consolidation and extension of the free trade achievements, Ministers called for continued efforts to dismantle remaining non-tariff barriers and vigilance to ensure that no new barriers of this kind were created. Ministers welcomed the extension of the European free trade system through the accession of Greece to the EC. This meant that trade between EFTA countries and Greece was now governed by the respective Free Trade Agreements with the Community.

When discussing the activities of the Association, Ministers noted particularly the sustained efforts to overcome technical barriers to trade, and the review of government aids given to industry in individual EFTA countries. It was also recalled that the EFTA Industrial Development Fund for Portugal is continuing to make a valuable contribution to the modernisation and expansion of industry in Portugal.

Ministers noted the resignation as from 30th September 1981 of Mr. Charles Müller as Secretary-General of EFTA. They paid warm tribute to Mr. Müller, who was returning to the Swiss Federal Department of Foreign Affairs after six years with EFTA in his capacity as Secretary-General. He had made a very important contribution to the work of the Association and Ministers wished

/--

-3-

885

him success in his future activities. They appointed Mr. Per Kleppe, Minister for Planning in the Norwegian government, as Secretary-General from 1st December 1981.

They appointed the Deputy Secretary-General, Mr. Magnus Vahlquist, to be Acting Secretary-General during the interim period and Mr. Norbert Faustenhammer, Deputy Head of the Permanent Austrian Delegation to EFTA, to become Deputy Secretary-General on 1st April 1982 when Mr. Vahlquist will return to the Swedish Foreign Service.

The next ministerial meeting will be held in Geneva on 26th and 27th November 1981.

Justiz- und Polizeidepartement, Antrag vom 5. Mai 1981 (Beilage)
 Justiz- und Polizeidepartement, Mitbericht vom 22. Mai 1981 (Zustimmung)
 Justiz- und Polizeidepartement, Mitbericht vom 25. Mai 1981

* * * * *

Volkswirtschaftsdepartement, Stellungnahme vom 26. Mai 1981
 (Beilage)

Bundeskanzlei, Stellungnahme vom 25. Mai 1981 (Beilage)
 Militärdepartement, Mitbericht vom 26. Mai 1981 (Zustimmung)
 Finanzdepartement, Mitbericht vom 19. Mai 1981 (Zustimmung)
 Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement, Mitbericht vom
 19. Mai 1981 (Zustimmung)
 Bundeskanzlei, Mitbericht vom 20. Mai 1981 (Zustimmung)

Gestützt auf den Antrag des Volkswirtschaftsdepartements, das
 Mitberichtsverfahren und aufgrund der Beratung hat der Bundesrat

b e s c h l o s s e n :

1. Das Tierschutzgesetz vom 9. März 1978 wird auf den 1. Juli 1981 in Kraft gesetzt.
2. Der Entwurf der Tierschutzverordnung wird genehmigt und auf den 1. Juli 1981 in Kraft gesetzt.
3. Vom Bericht über das Vernehmlassungsverfahren wird Kenntnis genommen. Er wird veröffentlicht.

Veröffentlichung:
 Amtliche Sammlung

Protokollauszug (Antrag ohne Beilagen) an:

- BK	4	(Hb, Br, FC, Ro)	zum Vollzug
- BVD	23	(GS 4, BAWI 3, BIGA 3, BLW 3, BVST 10)	zum Vollzug
- EDA	6		zur Kenntnis
- EDI	3	"	"
- EJPD	3	"	"
- EMD	4	"	"
- EPD	7	"	"
- EVED	5	"	"
- EPK	2	"	"
- PinDel	2	"	"

Für getreuen Auszug,
 der Protokollführer:

